



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°563 du 12 au 18 février 2026

SAHEL

CONVOITISE INTERNATIONALE

INDABA 2026

VIRAGE STRATÉGIQUE

LIGUE 1 PRO

BILAN À MI-PARCOURS

ENFANTS SOLDATS

L'INNOCENCE EN LIGNE DE FRONT

GRATUIT

Ne peut être vendu

Les derniers rapports des Nations unies montrent une aggravation des chiffres mais aussi des efforts de prévention et de réintégration qui peinent encore à inverser la tendance.



ÉDITO

Retenir les compétences

La question des enseignants-chercheurs est revenue au premier plan à travers deux signaux publics. Une correspondance du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a récemment évoqué de nombreux cas d'abandons de postes et demandé aux responsables d'en assurer le suivi dans le respect des textes en vigueur. Au même moment, un débat public a relancé la réflexion sur la reconnaissance des compétences nationales au sein des institutions. Derrière ces initiatives se trouvent des réalités concrètes. Lorsqu'un enseignant manque durablement, ce sont des cours reportés, des encadrements interrompus, des soutenances différées et des étudiants dont les parcours ralentissent. Quand un laboratoire fonctionne au ralenti, des projets restent suspendus, des données demeurent inexploitées et des financements risquent d'être perdus. La mobilité des universitaires s'inscrit pourtant dans une dynamique régionale structurée, facilitée par l'espace CAMES, où les établissements de la sous-région se disputent les profils qualifiés. Dans plusieurs pays africains, l'investissement institutionnel a servi de levier pour consolider la recherche et stabiliser les talents. Le Rwanda accueille depuis 2011 une antenne de Carnegie Mellon University Africa à Kigali, présentée comme un choix stratégique pour renforcer la formation scientifique et technologique. Au Ghana, un Fonds national créé en 2020 structure le financement de la recherche, tandis qu'au Maroc l'Université Mohammed VI Polytechnique mise depuis 2013 sur l'innovation et la recherche appliquée. L'enjeu est de stabiliser les effectifs, valoriser les travaux et rendre l'environnement académique plus attractif afin que la mobilité reste un choix et non une contrainte.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

400 milliards

C'est le montant en dollars des besoins financiers annuels du continent africain, selon la Banque africaine de développement (BAD).

ILS ONT DIT...

- « Je salue les démarches de dialogue engagées avec plusieurs États, y compris ceux qui souhaitent aujourd'hui refonder leurs relations avec le Mali sur une base de respect mutuel. Le Mali ne ferme aucune porte, les principes de base de sa coopération sont dorénavant connus de tous et inscrits en lettres d'or dans sa constitution ». **Assimi Goïta, président de la transition**, le 10 février 2026.
- « L'espérance dont il est question ici n'est pas une simple consolation des âmes, mais une énergie éthique fondatrice (...). L'alternative est le désespoir, un mal profond qui affaiblit les âmes, obscurcit les consciences et crée un terrain propice à l'extrémisme, à la violence et à la corruption ». **Cheickh ben Bayyah, président du Forum d'Abou Dhabi pour la Paix**, le 10 février 2026.

RENDEZ-VOUS

- 7-22 février 2026 :**
34e édition du Pan African Film & Arts Festival (PAFAF), Los Angeles
- 13-14 février 2026 :**
2e édition d'Impact Day, CICB
- 15 février 2026 :**
Ligue des champions de la CAF, Stade Malien de Bamako contre Simba SC de Tanzanie
- 25 février 2026 :**
Concert Sahel Roots, Institut français du Mali (IFM), Bamako

UN JOUR, UNE DATE

Le 12 février 1999 : Bill Clinton, président des États-Unis (1993-2001), est acquitté par le Sénat américain. Il était accusé de parjure et faisait face à une procédure d'impeachment après l'affaire Monica Lewinsky.



Mahamadou Hawa Gassama, ancien député malien et membre du CNT, a été gracié ce 10 février 2026 par le président ivoirien Alassane Ouattara, après sa condamnation le 30 janvier à 3 ans de prison et 500 000 FCFA d'amende pour outrage au chef de l'État ivoirien.



Toumba Diakité, ancien aide de camp du président guinéen Mousa Dadis Camara, a été transféré de la maison centrale de Conakry, où il purge une peine de dix ans de réclusion, vers la prison civile de Coyah, située à environ 50 kilomètres de la capitale guinéenne.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



L'Iran a célébré le 11 février 2026 le 47^e anniversaire de la Révolution islamique, dans un contexte marqué par des tensions diplomatiques avec les États-Unis et par une révolte populaire récemment réprimée dans le sang par les forces de sécurité.

ENFANTS SOLDATS : UNE MENACE QUI PERSISTE

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'utilisation des enfants soldats, le 12 février, il faut noter que la situation au Mali reste marquée par une progression documentée des cas de recrutement d'enfants par des acteurs armés. Les derniers rapports des Nations unies montrent à la fois une aggravation des chiffres mais aussi des efforts de prévention et de réintégration qui peinent encore à inverser la tendance.

MOHAMED KENOUI

La question des enfants soldats demeure l'une des violations les plus graves des droits de l'enfant en contexte de guerre. Elle heurte à la fois le droit international humanitaire, les conventions relatives aux droits humains et les principes moraux fondamentaux. Au Mali, pays confronté depuis plus d'une décennie à une instabilité sécuritaire durable, cette réalité ne relève pas du passé. Elle continue d'être documentée par les mécanismes onusiens de surveillance. À l'heure de la 25ème édition de la Journée internationale dite de la « main rouge », qui marque l'entrée en vigueur en 2002 du traité interdisant l'implication des enfants dans les conflits armés, le bilan apparaît contrasté. Si les normes et les engagements sont réels, la protection effective reste incomplète.

Une hausse confirmée des cas Le dernier rapport du Secrétaire général des Nations unies sur les enfants et le conflit armé au Mali, publié le 9 janvier 2025, couvre la période allant du 1er avril 2022 au 31 mars 2024. Il s'agit du cinquième rapport spécifique consacré au pays dans le cadre du mécanisme mis en place par la résolution 1612 du Conseil de sécurité. Le document repose sur des cas vérifiés selon une méthodologie stricte et ne retient que les situations confirmées par l'équipe spéciale de pays. Sur cette période, 1 052 enfants ont été confirmés comme ayant été recrutés et utilisés par des forces ou groupes armés. Le chiffre

marque une hausse notable par rapport aux 901 cas vérifiés lors du cycle précédent. Le Secrétaire général relève une augmentation significative par rapport au cycle antérieur. Sur la base des données vérifiées, la moyenne mensuelle s'établit désormais à environ 44 enfants concernés, contre 38 lors du cycle précédent. Les garçons représentent l'écrasante majorité des cas, mais la situation des filles conserve une gravité particulière. Moins nombreuses statistiquement, elles sont fréquemment affectées à des tâches domestiques ou logistiques et exposées à des violences sexuelles pendant leur association avec les groupes armés. Les cycles de vérification onusiens recensent des enfants âgés de 4 à 17 ans, ce qui confirme que le phénomène touche aussi des enfants très jeunes. Le rapport met aussi en évidence la diversité des acteurs impliqués. Les groupes armés signataires du défunt Accord pour la paix et la réconciliation de 2015 figurent parmi les principaux auteurs documentés, aux côtés de groupes extrémistes armés notam-



Les enfants soldats sont utilisés par des groupes impliqués dans le conflit armé au Mali depuis 2012.

rité nationales ainsi qu'à des milices communautaires.

Engagements juridiques Face à ce phénomène, le Mali n'est pas dépourvu d'engagements juridiques. Le pays a adhéré aux principaux instruments internatio-

ties fondamentales et reconnaît le droit de l'enfant à être protégé contre toute forme de violence, d'exploitation et d'abus. Cette convention est juridiquement contraignante pour les États parties, dont le Mali. En complément, le Protocole facultatif concernant l'impli-

REPÈRES

12 février 2022 :

Instauration de la journée internationale des Enfants soldats

7402 : Cas vérifiés d'enfants soldats recrutés dans le monde en 2024

1052 : Cas vérifiés d'enfants soldats recrutés au Mali (2002-2024)

hostilités et impose aux États de prendre toutes les mesures possibles pour empêcher le recrutement par des groupes armés non étatiques. En y adhérant, le Mali s'est engagé non seulement à interdire l'enrôlement de mineurs, mais aussi à prévenir, sanction-

ner et réparer ces violations. Par ailleurs, le dispositif onusien de suivi s'appuie sur les résolutions 1612, 1882 et 2427 du Conseil de sécurité, qui ont institué un mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur six violations graves commises contre les enfants en temps de conflit, dont le recrutement et l'utilisation par les groupes armés. Le Mali est intégré à ce mécanisme depuis plusieurs années. Le pays a également souscrit aux Principes de Paris, qui définissent des lignes directrices pour la libération et la réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés. Ces principes insistent sur l'accompagnement psychosocial, la réinsertion scolaire et la

réintégration communautaire. Dans son rapport, Antonio Guterres salue cette adhésion, tout en invitant les autorités maliennes à aller plus loin. « Je demande au gouvernement de transition de souscrire aux Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats », affirme-t-il. Les Principes de Vancouver visent à renforcer l'intégration de la protection de l'enfance dans les opérations de paix et les dispositifs de sécurité. Leur adoption constituerait un signal politique supplémentaire et un cadre opérationnel utile. Dans le même esprit, le Secrétaire général appelle à une évolution du droit interne malien en insistant sur la révision du projet de loi sur la protection de l'enfance afin « d'ériger en crime » le recrutement et l'utilisation d'enfants, notamment ceux âgés de 15 à 17 ans, ainsi que les autres violations graves commises contre des enfants. Le Code pénal adopté en décembre 2024 définit, en son article 242-85, le recrutement et l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans dans les forces de sécurité ou des groupes armés. L'infraction est punie des peines prévues à l'article 242-83, soit une réclusion pouvant aller jusqu'à dix ans.

Des causes enracinées dans la crise multidimensionnelle Cependant, le droit ne suffit pas à lui seul à empêcher les recrutements. Les Nations unies soulignent que les causes observées au Mali sont largement enracinées dans la dégradation des conditions de vie. Le recrutement se fait majoritairement au niveau communautaire et s'explique souvent par la détresse économique des familles. Lorsque les ménages ne peuvent plus couvrir les besoins essentiels, certains enfants rejoignent des groupes armés dans l'espoir d'obtenir nourriture, protection ou revenus. Le rapport met en lumière un facteur déterminant : la fermeture massive d'écoles pour

3 QUESTIONS À



DR. BRÉHIMA ELY DICKO

Sociologue

1 Quel regard portez-vous sur le recrutement et l'utilisation des enfants soldats au Mali ?

Le phénomène ne doit pas être perçu seulement comme criminel, mais aussi comme le symptôme d'une profonde déstructuration sociale. Dans plusieurs zones du Nord et du Centre, une génération a grandi dans la violence, qui est devenue un cadre de socialisation. Les groupes armés remplacent parfois la famille ou l'école. Les enfants ne sont pas seulement des combattants ; ils servent aussi au renseignement et à la logistique.

2 Comment expliquer la hausse des cas ces dernières années ?

Plusieurs facteurs se combinent : l'extension géographique du conflit vers le Centre, l'Ouest et le Sud, dans des zones plus peuplées, le retrait des mécanismes de protection, notamment après le départ de la MINUSMA et la fermeture de programmes d'ONG. Enfin, la crise économique et éducative fragilise les familles et accroît la vulnérabilité des enfants face au recrutement.

3 Quels sont les principaux obstacles à la lutte ?

L'absence de l'État dans certaines zones empêche l'application des lois et la mise en place d'alternatives crédibles. L'identification des enfants enrôlés reste très difficile, faute d'accès sécurisé. La réintégration pose aussi problème, car la stigmatisation décourage les retours. Malgré un cadre juridique existant, l'action judiciaire reste limitée dans les zones d'insécurité.

raisons sécuritaires. 1 788 établissements étaient fermés durant la période étudiée, selon les données vérifiées par les Nations unies. « L'école constitue à la fois un espace de protection et un facteur de résilience sociale. Lorsqu'elle disparaît, le risque de basculement augmente. Les enfants déscolarisés deviennent plus visibles, plus disponibles et plus vulnérables aux pressions des recruteurs », explique un acteur humanitaire. L'insécurité alimentaire, la faiblesse des services sociaux, les déplacements de population et l'effritement des structures communautaires traditionnelles aggravent encore cette exposition. « Dans certains cas, les familles n'ont pas dissuadé leurs enfants de rejoindre des groupes armés, voire les y ont encouragé pour des raisons de survie ou de protection locale », poursuit notre interlocuteur.

Obstacles persistants Plusieurs obstacles structurels freinent aujourd'hui l'éradication du phénomène au Mali. D'abord, l'insécurité persistante dans de nombreuses zones limite l'accès des acteurs étatiques et humanitaires. Ensuite, la fragmentation des groupes armés complique le dialogue et les engagements de cessation de recrutement. Par ailleurs, l'impunité demeure un facteur aggravant. Lorsque les recruteurs ne sont pas poursuivis ou sanctionnés, le caractère dissuasif de la norme disparaît. Les mécanismes judiciaires spécialisés restent insuffisamment mobilisés. Parallèlement, les programmes de réinsertion souffrent parfois de financements limités. Or, sans accompagnement durable, les enfants libérés risquent d'être de nouveau enrôlés. Un autre défi réside dans la

stigmatisation. Les enfants sortis des groupes armés sont parfois rejetés par leur communauté. Cette exclusion sociale compromet la réintégration et favorise les retours vers les groupes armés qui, paradoxalement, offrent un sentiment d'appartenance.

Leviers d'actions À l'échelle mondiale, le rapport du Secrétaire général publié le 17 juin 2025 sur les enfants et les conflits armés, couvrant l'année 2024, confirme que si le recrutement reste à un niveau très élevé avec 7 402 cas vérifiés, la libération progresse également. Plus de 16 482 enfants ont bénéficié d'un appui de protection ou de réintégration au cours de cette seule année. Cela démontre que les mécanismes de négociation, de libération et de prise en charge peuvent produire des résultats lorsqu'ils sont soutenus. Selon l'analyste politique

et sécuritaire Oumar Sidibé, les leviers identifiés au Mali pour lutter contre le phénomène passent, entre autres, par le renforcement des poursuites judiciaires, la réouverture sécurisée des écoles et l'appui économique aux familles vulnérables. « La formation des forces de sécurité, l'intégration des standards internationaux dans les doctrines opérationnelles et la coopération avec les mécanismes onusiens constituent également des axes déterminants », souligne-t-il. Pour lui, la prévention communautaire apparaît également comme un pilier essentiel. « Plus les communautés sont informées, soutenues et associées aux stratégies de protection, plus le recrutement peut être détecté et découragé en amont », conclut M. Sidibé. ■

Donnez votre avis
sur  Journal du Mali

ENFANTS SOLDATS : ÉTAT DES LIEUX

Selon le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les enfants et le conflit armé au Mali, la période 2022 - 2024 montre une hausse marquée du recrutement et de l'utilisation d'enfants par les acteurs armés.

RECRUTEMENT ET UTILISATION D'ENFANTS

1 052 enfants recrutés et utilisés
972 garçons et 80 filles
Âges : de 5 à 17 ans



SITUATION SPÉCIFIQUE DES FILLES

80 filles concernées

Rôles principaux :
Cuisine, corvées (bois, courses)

En majorité victimes de violences sexuelles pendant leur association avec les groupes armés

PRINCIPAUX AUTEURS

CMA : 266
Plateforme : 193
GSIM : 104
Forces de défense et de sécurité : 78
EIGS : 52
Autres milices : Cas multiples



FACTEURS DE RECRUTEMENT IDENTIFIÉS

Pressions économiques sur les familles

Recherche de protection

Insécurité alimentaire croissante

Fermeture des écoles

Manque de perspectives et de moyens de subsistance



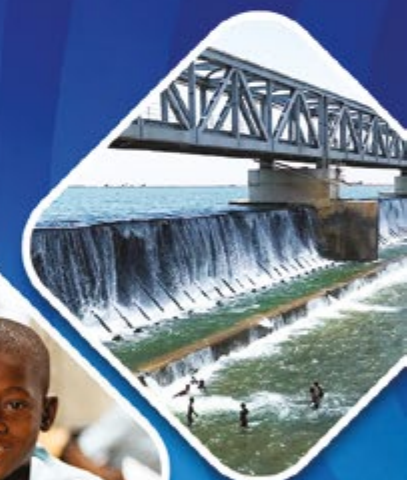
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

CÉRÉMONIE DE LANCEMENT DU CALENDRIER D'ÉMISSION DES TITRES PUBLICS DE L'ANNÉE

2026



JEUDI
5 FÉVRIER
2026

Hôtel
Radisson
Collection

13H00

SAHEL : LA COMPÉTITION ENTRE GRANDES PUISSANCES REBAT LES CARTES SÉCURITAIRES

Longtemps relégué au second plan, le Sahel redevient un espace stratégique majeur dans la compétition entre grandes puissances. Entre réengagement pragmatique américain, ancrage russe renforcé et menace jihadiste persistante, la région entre dans une nouvelle phase sécuritaire aux équilibres incertains.

MASSIRÉ DIOP

Après plusieurs années de retraits occidentaux et de ruptures diplomatiques, le Sahel semble connaître un regain d'intérêt stratégique de la part des grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis et la Russie. Ce retour, moins spectaculaire que les anciennes opérations militaires, s'opère de manière plus discrète, ciblée et pragmatique. La récente visite à Bamako de Nick Checker, haut responsable du Bureau des affaires africaines du Département d'État américain, en est une illustration. Reçu par le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, l'émissaire américain a évoqué les relations bilatérales et les enjeux régionaux, notamment sécuritaires. Sans annoncer de nor-



Le Sahel attire la convoitise des grandes puissances.

groupes affiliés à l'État islamique et à Al-Qaïda. Il a souligné que la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest nécessitait toujours des mécanismes de coopération, notamment en matière de renseignement, de surveillance et d'anticipation des menaces. Dans ce contexte, plusieurs chercheurs et analystes estiment que les États-Unis ex-

d'équipements, formation et présence de personnels de sécurité russes sont désormais des éléments structurants au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Pour Moscou, le Sahel représente à la fois un levier d'influence diplomatique, un marché sécuritaire et un espace de contestation de l'ordre occidental. L'attaque jihadiste contre l'aéroport international Diori Hamani de Niamey, fin janvier 2026, a agi comme un révélateur. Revendiquée par l'État islamique, elle a mis en lumière la persistance de la menace terroriste malgré les changements d'alliances. Les autorités nigériennes ont publiquement évoqué l'appui de « partenaires russes », sans que la nature exacte de cette implication ne soit détaillée. Pour plusieurs analystes, cette situation confirme que le Sahel est désormais une arène de rivalités entre puissances, où la lutte contre le terrorisme ne peut plus être dissociée des logiques d'influence. Les États-Unis, sans revenir à une présence militaire massive, semblent vouloir conserver un levier stratégique minimal, notamment par le renseignement et la diplomatie, afin de ne pas laisser à la Russie un contrôle exclusif du champ sécuritaire.

Moscou consolide sa présence Au moment où les Européens voient leur présence militaire et politique s'effondrer, la Russie est solidement implantée dans le Sahel. Coopération militaire, livraisons

Une rivalité aux effets ambivalents Les implications sécuritaires de ce retour d'intérêt sont toutefois ambivalentes. À court terme, une multipli-

EN BREF

REMANIEMENT : PROMOTIONS ET RÉAMÉNAGEMENTS AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Un remaniement ministériel a été annoncé le 11 février 2026 sur les antennes de l'ORTM par le secrétaire général de la Présidence de la République. La taille du gouvernement reste inchangée avec 28 membres, mais plusieurs ajustements ont été opérés. Trois ministres sont élevés au rang de ministres d'État. Il s'agit du Général Sadio Camara, qui conserve la Défense, d'Alhousseini Sanou à l'Économie et aux Finances et du Général Ismaël Wagué à la Réconciliation. Le Premier ministre, le Général Abdoulaye Maïga, ne cumule plus ses fonctions avec le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Ce portefeuille est désormais confié au Général de Brigade Issa Ousmane Coulibaly. Yaya Gologo prend la tête du ministère de la Refondation de l'État tandis qu'Ibrahima Samaké hérite du département de l'Agriculture. Les autres portefeuilles restent inchangés. Le ministère de l'Énergie et de l'Eau change également de titulaire. Boubacar Diané cède son portefeuille à Tiémoko Traoré. ■

Pour plusieurs analystes, cette situation confirme que le Sahel est désormais une arène de rivalités entre puissances, où la lutte contre le terrorisme ne peut plus être dissociée des logiques d'influence.

malisation formelle, cette visite a été perçue par de nombreux observateurs comme un signal politique : Washington ne souhaite pas se couper durablement des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), malgré les coups d'État et la rupture avec les partenaires européens.

Un retour calculé Ce signal a été renforcé par de récentes déclarations du commandant d'AFRICOM, le Général Dagvin R. M. Anderson. Lors de points de presse et d'interventions publiques, celui-ci a insisté sur le fait que le Sahel restait une zone de préoccupation majeure pour les États-Unis, en raison de l'expansion des



MAMADOU N'DIAYE

« Nous avons une intelligence qui puise des valeurs qui n'ont rien à envier au reste du monde »

Auteur de l'essai *Libération des intelligences : une chance pour l'Afrique et le monde*, Mamadou N'Diaye est ancien Directeur général de l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API-Mali). Économiste de formation, il a occupé des fonctions de direction administrative et financière ainsi que de conseil en stratégie avant de se consacrer à l'écriture de cet ouvrage.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA MAGUIRAGA

Q u'est-ce qui vous a motivé à écrire ce livre ?

Je pense que je n'avais pas le choix. Ce livre, je ne l'ai pas écrit pour moi ; c'est pour tous ceux pour qui je suis

un produit. Un produit de ma famille, de mon éducation, de tout mon parcours qui a commencé dans le Mali rural et qui a traversé tous les établissements scolaires, jusqu'à l'étranger. Ensuite, une carrière dans la politique, dans la société civile, dans l'enseignement. Je suis une synthèse de tout cela. Cela m'a mis la pression de partager ce que cette construction m'a livré. En le faisant, je combattais quelque chose en moi-même, parce que je me suis rendu compte que j'étais construit par quelque chose qui ne me ressemblait pas. La meilleure manière de dire quelque chose aux autres, c'est de commencer par soi-même.

Qu'est-ce que vous proposez à travers ce livre ?

J'ai décidé d'ouvrir toutes les boîtes. Celles qui sont sensibles et celles qui le sont moins, de mettre mon esprit critique en action et d'inviter tous ceux qui vont lire le livre à en faire autant. La certitude est la pire des conseillers. Elle nous empêche de douter de tout ce que l'on a reçu à l'école, dans les médias, etc. Notre intelligence est là pour nous aider à activer ce doute, à remettre en question ces concepts et surtout à les reconstruire avec notre propre intelligence.

Quel message clé avez-vous souhaité transmettre ?

Le message, c'est de se dire que nous sommes dans un monde très ouvert à toutes les influences. Mais nous avons aussi une richesse. Quand on parle de richesse, on pense souvent au sous-sol, au sol. Mais notre principale richesse, c'est ce que nous sommes, notre histoire, notre culture, nos valeurs. Tout ce qui nous dirige est construit avec ce que d'autres ont conçu. Cependant, tout le monde a une intelligence. Nous avons une intelligence qui puise dans une histoire, une culture et des valeurs qui n'ont rien à envier au reste du monde. ■

KOWBEYE!

TM1
La télé qui vous allume !

CHAQUE SAMEDI | 20H15

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

32^{ÈME} ÉDITION D'INDABA : L'ÉCONOMIE MINIÈRE AFRICAINE À L'ÉPREUVE DES PARTENARIATS

La 32^{ème} édition de l'INDABA s'est ouverte dans un contexte économique mondial marqué par de fortes tensions sur les ressources stratégiques. Pour les pays africains, la question n'est plus seulement d'attirer des investisseurs, mais de redéfinir les conditions du partenariat minier, à l'image du Mali, engagé dans une profonde réforme de son secteur.

MASSIRÉ DIOP

Entamée le 9 février 2026 au Cap, la 32^{ème} édition de l'INDABA intervient à un moment particulier pour l'économie minière africaine. Longtemps centrée sur la promotion de projets et la recherche de capitaux, la conférence se tient cette année dans un environnement où les équilibres ont changé. La demande mondiale en minéraux stratégiques s'accroît, les chaînes d'approvisionnement se fragmentent et les États producteurs cherchent à reprendre davantage de contrôle sur leurs ressources. Le thème retenu, « Stronger Together : Progress Through Partnerships », reflète cette évolution. Derrière le slogan, une réalité s'impose aux acteurs présents au Cap. Le temps des concessions purement extractives semble s'essouffler au profit de relations économiques plus structurées, intégrant transformation locale, partage de valeur et visibilité à long terme. Les débats portent moins sur l'accès aux gisements que sur la nature des accords conclus et leur impact réel sur les économies nationales.



Cérémonie d'ouverture de la 32^{ème} édition d'INDABA le 9 février 2026 en Afrique du sud.

Cette dynamique trouve un écho particulier au Mali. Depuis l'adoption du nouveau Code minier, en 2023, le pays a engagé une réorientation claire de sa politique extractive. La participation de l'État dans les projets miniers peut désormais atteindre 35%, contre 20% auparavant, avec l'objectif de renforcer les retombées économiques et la maîtrise nationale du secteur. La création de la Société de patrimoine minier du Mali, la SOPAMIM, s'inscrit dans cette logique en centralisant la gestion des participations publiques et en donnant davantage de cohérence à la stratégie minière de l'État. Les chiffres récents illustrent

toutefois les défis de cette transition. En 2025, la production industrielle d'or a reculé à autour de 42 tonnes, en baisse sensible par rapport à l'année précédente. Cette contraction, liée à des ajustements réglementaires et à des tensions avec certains opérateurs, a pesé sur l'activité. Elle a cependant été partiellement compensée par des recettes exceptionnelles, avec le recouvrement de plusieurs centaines de milliards de francs CFA d'arriérés fiscaux et de dividendes. À l'INDABA 2026, le Mali dispose donc d'un cadre pour présenter sa nouvelle politique minière et jauger l'intérêt des investisseurs, dans un secteur où attractivité, souveraineté et création de valeur restent à concilier. ■

EN BREF

BRVM : PROGRESSION CONFIRMÉE DÉBUT FÉVRIER

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) poursuit sa dynamique haussière portée par une amélioration des volumes et une progression des principaux indices. Lors des séances des 6 et 7 février, la capitalisation du marché des actions a enregistré une hausse estimée à près de 120 milliards de francs CFA, tandis que la valeur totale des transactions s'est établie à environ 1,9 milliard de francs CFA, en nette augmentation par rapport à la séance précédente. L'indice BRVM Composite, qui reflète l'évolution globale du marché, a prolongé la tendance positive observée en janvier, marquée par un gain supérieur à 5%. Cette performance traduit un regain d'intérêt des investisseurs pour les titres cotés, notamment dans les secteurs bancaires et industriels, qui concentrent une part importante des échanges. La BRVM regroupe une cinquantaine de sociétés cotées issues des huit États membres de l'UEMOA. La capitalisation globale du marché actions se chiffre à plusieurs milliers de milliards de francs CFA en ce début d'année. La place boursière commune confirme ainsi une orientation favorable, soutenue par la stabilité macroéconomique régionale et par la mobilisation continue de capitaux sur le marché financier régional. ■

UEMOA Croissance soutenue au début de 2026

L'activité économique dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) devrait progresser de 6,5% au premier trimestre 2026, après une estimation de 6,9% au quatrième trimestre 2025, selon la note de conjoncture publiée le 8 février 2026 par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du produit intérieur brut de la

zone est estimée à 6,7%, traduisant une dynamique soutenue malgré un environnement international marqué par des incertitudes. La progression de l'activité est portée principalement par le commerce, les services marchands et une campagne agricole jugée satisfaisante dans plusieurs États membres. Parallèlement, l'inflation est ressortie à -0,8% en glissement annuel à fin décembre 2025, en lien notam-

ment avec le recul des prix des produits alimentaires, ce qui contribue à atténuer les pressions sur le pouvoir d'achat. Sur le plan monétaire, les agrégats financiers traduisent une expansion du crédit au secteur privé et une liquidité bancaire globalement stable dans l'ensemble de l'Union. La BCEAO maintient une politique monétaire prudente afin de préserver la stabilité des prix et de soutenir la croissance. Ces

indicateurs publiés début février offrent un aperçu actualisé de la conjoncture économique régionale. Ils traduisent une activité soutenue, une inflation maîtrisée et un environnement monétaire globalement stable. La progression de la masse monétaire à fin 2025, le niveau jugé solide des réserves extérieures et le maintien d'émissions soutenues sur le marché financier régional confirment cette dynamique au sein de l'Union. ■

Alerti Une réponse technologique face à la récurrence des inondations au Mali

Les inondations ne sont plus des événements exceptionnels au Mali. Ces dernières années, notamment lors des saisons des pluies 2023 et 2024, de fortes précipitations ont provoqué la montée rapide du fleuve Niger et la saturation des caniveaux urbains, en particulier à Bamako, Ségou et Mopti.

Des quartiers entiers ont été submergés après quelques heures de précipitations intenses, révélant la fragilité des infrastructures de drainage et l'urbanisation souvent anarchique des zones inondables. Les bilans publiés par les autorités font état de pertes en vies humaines, de milliers de sinistrés et de dégâts matériels considérables, notamment sur les habitations précaires. Ces épisodes répétés mettent en lumière une difficulté structurelle, notamment l'anticipation. Si la Protection civile intervient régulièrement en urgence, les alertes arrivent souvent tardivement, lorsque l'eau a déjà envahi les habitations. Le problème n'est donc pas uniquement l'intensité des

pluies, mais aussi l'absence de dispositifs locaux capables de signaler rapidement une montée anormale des eaux dans les quartiers à risque. C'est en réfléchissant à tout cela qu'a été conçu Alerti, un système d'alerte précoce imaginé par de jeunes Maliens. Il s'agit d'un capteur installé sous la forme d'un poteau, semblable à un poteau électrique, placé dans des zones exposées aux crues ou aux accumulations d'eau. Le dispositif surveille en temps réel l'état de l'eau en période de pluie. Lorsque le niveau atteint un seuil critique, une alerte est immédiatement transmise à la Protection civile afin de déclencher des mesures d'urgence. L'intérêt d'un tel système



Le dispositif "Alerti" a été conçu pour faire face aux inondations.

réside dans la rapidité de transmission de l'information. Dans une situation théorique où quelques dizaines de minutes peuvent aggraver une situation, disposer d'un signal automatisé peut améliorer la coordination des secours. Toutefois, l'efficacité d'Alerti dépendra de son déploiement à grande échelle, de sa maintenance et de son intégration dans un réseau d'intervention déjà contraint par des moyens limités.

Le projet a obtenu le 2^e prix au Orange Summer Challenge 2025, ce qui lui a offert une visibilité accrue. Mais au-delà de la distinction, une grande question demeure : comment intégrer durablement ce type d'innovation dans une politique globale de prévention des risques, combinant aménagement urbain, sensibilisation des populations et planification climatique ? ■

IBRAHIM BABY



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00
www.afribone.com



DR GUIDA LANDOURÉ : « L'ÉPILEPSIE TOUCHE 14 À 15% DE LA POPULATION AU MALI »

Le 9 février est la Journée internationale de l'épilepsie. Cette maladie touche environ 50 millions de personnes à travers le monde et le Mali fait partie des zones les plus touchées, avec une prévalence de 14 à 15%. Le Dr Guida Landouré, neurologue au CHU du Point G, nous fait un état des lieux.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Dr. Guida Landouré, neurologue au CHU du Point G.

Qu'est-ce que l'épilepsie ?

L'épilepsie est caractérisée par une répétition de crises. On appelle crise épileptique des symptômes neurologiques qui peuvent être des manifestations motrices ou sensibles non provoquées et durant quelques secondes ou minutes. Elles sont dues à une irritation des neurones au niveau du cerveau. On parle d'épilepsie lorsque deux crises, espacées de 24 heures, surviennent, ou lorsqu'une crise survient avec une probabilité de 60% d'une nouvelle crise dans les 10 ans qui suivent, comme dans la population générale, ou en présence d'un syndrome épileptique (Manifestation spécifique).

Comment diagnostiquer la maladie ?

Lorsqu'on est face à une crise épileptique, il est nécessaire d'effectuer des examens complémentaires. Le plus simple

est l'électroencéphalogramme (EEG), qui permet d'enregistrer les activités du cerveau pour détecter une activité anormale, confirmant ainsi le diagnostic. On peut aussi recourir à des examens plus poussés comme le scanner ou l'IRM. Il faut retenir que le diagnostic de l'épilepsie est clinique. Selon le type de crise, des traitements adaptés sont disponibles.

La bonne nouvelle, c'est que 60 à 70% des cas d'épilepsie guérissent.

Quelle est l'ampleur de la maladie au Mali ?

Environ 50 millions de personnes souffrent de cette maladie dans le monde. Depuis 10 ans, ce chiffre pourrait être encore plus élevé, car 80% des cas se trouvent dans les pays en développement. Au Mali, la prévalence est de 14 à 15%, parmi les plus élevées au monde. Cette situation peut s'expliquer par le fait que le pa-

ludisme est endémique : pour les patients souffrant de neuro-paludisme, cela peut entraîner secondairement l'épilepsie. De plus, la propagation de diverses infections mal soignées et des comportements tels que le non-port de casque ou de ceinture peuvent, en cas d'accident, provoquer un traumatisme crânien.

Le traitement est-il accessible ?

Il existe des molécules abordables, même si elles peuvent avoir des effets secondaires. Cependant, les nouvelles molécules, qui sont chères et difficiles d'accès, peuvent devenir coûteuses, car il s'agit d'un traitement de longue durée. En revanche, les anciennes molécules restent accessibles pour les foyers à revenus moyens.

Existe-t-il des moyens de prévenir la maladie ?

Il est crucial d'encourager les parents à soigner leurs enfants à temps afin d'éviter des lésions. Les motocyclistes et automobilistes doivent également porter des casques et des ceintures. Pour les cas génétiques, il est conseillé d'éviter les mariages consanguins en présence de cas d'épilepsie dans la famille. ■

EN BREF

TRANSPARENCY INTERNATIONAL : REcul DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Transparency International a publié ce 10 février l'indice global de perception de la corruption dans le monde. Sur 182 pays classés, l'organisation note une baisse de la moyenne mondiale à 42, avec 122 pays obtenant une moyenne en dessous de 50, ce qui démontre une corruption généralisée dans le secteur public. L'organisation a également publié, ce 10 février 2026, l'indice de perception de la corruption (IPC) pour l'année 2025. Elle constate une aggravation de la corruption à l'échelle mondiale. Outre ce constat alarmant, elle pointe l'insuffisance du leadership, qui compromet les réformes. Seuls 5 pays affichent un score supérieur à 80 sur 100, contre 12 pays il y a 10 ans. « Ce recul des démocraties à haut score montre que la corruption peut augmenter même là où les institutions semblaient autrefois sûres ». Par ailleurs, les pays qui restreignent les libertés perdent également le contrôle sur la corruption. Sur les 50 pays ayant enregistré les plus fortes baisses de l'IPC, 36 ont restreint les libertés ; 90% des journalistes assassinés pour avoir enquêté sur la corruption se trouvaient dans des pays à faible score. Le Mali obtient un score de 28 sur 100 et est classé 136e sur 182, soit une variation de +1 point par rapport à l'année dernière (2024). Sur le plan global, l'organisation indique que la « corruption n'est pas une fatalité » et avertit que l'absence de « leadership fort dans la lutte mondiale contre la corruption » risque de réduire la pression en faveur des réformes dans tous les pays. ■

Donnez votre avis sur www.journaldu Mali.com

TRAITÉ NUCLÉAIRE : UN MONDE DésORMAIS SANS CADRE CONTRAIGNANT

Depuis l'expiration du traité New START, aucun accord juridiquement contraignant ne limite plus les arsenaux nucléaires stratégiques des États-Unis et de la Russie. Cette situation intervient alors que plusieurs États dotés de l'arme nucléaire sont engagés dans des tensions ou des conflits persistants.

MASSIRÉ DIOP



Des soldats russes chargent un missile sur un lanceur.

La fin du traité New START met un terme au dernier accord bilatéral encadrant les forces nucléaires stratégiques américaines et russes. Entré en vigueur en 2011, cet accord s'inscrivait dans l'architecture de contrôle des armements développée depuis la fin de la Guerre froide, dans le cadre du Traité de non-prolifération nucléaire. New START fixait des limites précises au nombre d'ogives nucléaires stratégiques déployées ainsi qu'au nombre de vecteurs autorisés, incluant les missiles balistiques intercontinentaux, les missiles lancés depuis des sous-marins et les bombardiers lourds, selon des règles de comptage définies. Il prévoyait des échanges de données et des inspections sur site.

À ce jour, aucun dispositif juridiquement contraignant n'est venu remplacer ces mécanismes. À la suite de l'expiration du traité, la Russie a indiqué que les obligations qui en découlaient ne s'appliquaient plus. Les États-Unis et la Russie ont toutefois maintenu des échanges, par le biais de canaux de communication militaire et stratégique, et la question d'une éventuelle poursuite de l'observation de certains paramètres a fait l'objet de discussions. Les Nations unies ont relevé l'absence de cadre formel de contrôle des armements entre les deux principales puissances nucléaires. Selon les estimations internationales les plus récentes, neuf États possèdent des armes nucléaires, les États-Unis et la Russie concentrant l'essentiel des ogives

mondiales sur un total estimé à plus de douze mille, dans un contexte international marqué par plusieurs foyers de tension. La guerre en Ukraine se poursuit entre la Russie et un pays soutenu par plusieurs puissances nucléaires occidentales. En Asie du Sud, l'Inde et le Pakistan restent engagés dans une rivalité militaire durable, tandis qu'en Asie de l'Est, la Corée du Nord développe ses capacités balistiques et la Chine modernise son arsenal stratégique. Au Moyen-Orient, le programme nucléaire iranien reste au cœur de l'actualité internationale. L'Iran poursuit l'enrichissement de l'uranium à des niveaux élevés tout en participant à des discussions diplomatiques d'encadrement, dans un contexte régional tendu.

Dans ce contexte, l'expiration du traité New START laisse les relations nucléaires stratégiques entre grandes puissances sans cadre juridiquement contraignant commun. Elles reposent désormais sur des engagements unilatéraux et des contacts bilatéraux, dans un environnement international marqué par des crises et rivalités multiples. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CLIMAT : DES INDICATEURS ÉLEVÉS EN DÉBUT D'ANNÉE

Les premières données climatiques publiées début février confirment que janvier 2026 figure parmi les mois de janvier les plus chauds jamais enregistrés à l'échelle mondiale. Selon les services climatiques européens et internationaux, les anomalies de température ont été particulièrement marquées dans les régions arctiques, où plusieurs zones ont connu des écarts très supérieurs aux normales saisonnières. Ces températures élevées se sont accompagnées d'une étendue de la banquise arctique inférieure à la moyenne, observée notamment dans l'Atlantique nord et autour du Groenland. Les relevés satellitaires indiquent que les niveaux de glace de mer se situent parmi les plus bas enregistrés pour cette période de l'année. Dans plusieurs régions du globe, ces conditions s'inscrivent dans un début d'année marqué par des contrastes climatiques, avec des déficits de neige persistants dans certaines zones tempérées et des épisodes de précipitations intenses ailleurs. Ces constats, établis à partir de données consolidées, constituent les principaux repères environnementaux mondiaux observés au cours de la première quinzaine de février 2026. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

GAO : BESOINS HUMANITAIRES EN HAUSSE

Au troisième trimestre 2025, la région de Gao est restée marquée par une insécurité persistante et ses répercussions sur les populations civiles. Les activités des groupes armés le long des principaux axes routiers et les opérations militaires, notamment dans la zone des trois frontières, continuent d'affecter la vie économique et l'accès aux services. Selon le profil régional publié par OCHA, environ 380 000 personnes sont en besoin d'assistance humanitaire dans la région. Près de 205 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire entre juin et août 2025. Plus de 79 000 personnes étaient déplacées internes à la même période. OCHA signale également 4 680 incidents de protection et 58 incidents ayant affecté l'accès humanitaire depuis le début de l'année. Les braquages sur les routes et les restrictions d'accès perturbent l'approvisionnement des centres urbains, accentuant la vulnérabilité des ménages et la fragilité du tissu socio-économique local. ■

Soudan Le conflit franchit un nouveau seuil

Depuis le début de l'année, le conflit soudanais connaît une intensification marquée par l'usage intense de drones armés. Les attaques de ces derniers jours illustrent l'évolution des méthodes de combat et leurs conséquences directes sur les civils. Le conflit au Soudan, déclenché en avril 2023 entre l'armée régulière et les Forces de soutien rapide, est entré depuis janvier 2026 dans une phase caractérisée par une multiplication des frappes aériennes de courte portée. Dans plusieurs régions, notamment le Kordofan, des habitants ont signalé une augmentation des attaques menées à l'aide de drones visant des zones habitées et des axes de circulation. Ainsi, le 5 février 2026,

un convoi humanitaire a été touché dans le centre du pays, faisant des victimes et détruisant des vivres destinés aux populations déplacées, tandis que les combats affectaient aussi des infrastructures civiles et médicales, limitant l'accès à l'aide. Deux jours plus tard, le 7 février 2026, une attaque par drone a frappé des civils en fuite près de Rahad, dans le Nord-Kordofan, tuant au moins vingt personnes, dont plusieurs enfants. Ces événements s'inscrivent dans un contexte humanitaire critique, marqué par des déplacements massifs et des difficultés croissantes d'accès à l'aide. La situation humanitaire et sécuritaire continue de se détériorer dans plusieurs régions du pays. ■

M.D

LIGUE 1 PRO ORANGE : BILAN PROVISOIRE DE LA PHASE ALLER

La phase aller du championnat national Ligue 1 Pro s'est achevée le 7 février dernier avec les matchs de la 13ème journée. Avant le démarrage de la phase retour, faisons le bilan provisoire de cette première partie de saison, où certaines équipes ont encore des matchs en retard à disputer.

MOHAMED KENOVI



142 buts ont été inscrits en 83 matchs lors de la phase aller de la Ligue 1 Pro 2025-2026.

La première moitié de la saison 2025-2026 de la Ligue 1 Pro Orange a livré un tableau contrasté, marqué par une lutte serrée en tête du classement et un calendrier encore déséquilibré pour les cadors engagés sur la scène continentale. En haut du tableau, Binga FC et l'AS Réal

de Bamako se partagent provisoirement la première place avec 24 points chacun. Binga FC présente un bilan solide de 7 victoires, 3 matchs nuls et 1 seule défaite, tout en comptant 2 matchs en retard. L'AS Réal suit le rythme avec 1 match de moins également, ce qui laisse présager une

bataille intense lors de la phase retour. Cependant, cette hiérarchie est provisoire : le Djoliba AC et le Stade Malien, les deux habitués prétendants au titre, n'ont pas encore rattrapé leur retard, avec 4 matchs à disputer chacun en raison de leur participation aux compétitions de la CAF. Le Djoliba AC totalise pour l'instant 19 points, tandis que le Stade Malien en compte 15.

Chiffres-clés Après 83 rencontres disputées, le championnat affiche une moyenne de 1,71 but par match, pour un total de 142 réalisations. La 9ème journée a été jusqu'ici la plus prolifique en buts, avec 17 réalisations en 7 matchs. Par ailleurs, les statistiques confirment la bonne dynamique offensive du leader provisoire. Binga FC possède la meilleure attaque, avec 17 buts marqués. À l'inverse, l'US Bougouni ferme la marche sur le plan offensif avec seulement 4 buts inscrits, tout en affichant la défense la plus perméable du championnat avec 20 buts encaissés. La meilleure solidité défensive revient au Djoliba AC, qui n'a concédé que 4 buts jusqu'ici. Dans la zone rouge, le FC Malikoura (9 points) et l'US Bougouni (8 points) occupent les deux places relégables à l'issue de cette phase aller provisoire, avec l'obligation de réagir rapidement au retour sous peine de décrochage. Au classement des buteurs, Ibrahim Dombia de l'AS Korofina domine avec 9 réalisations, devant Ousmane Cissé de Binga FC (8 buts) et Ibrahim Traoré du FC Diarra (7 buts). ■

CAF Réunion décisive du Comité exécutif le 13 février

La Confédération africaine de football (CAF) tient ce vendredi 13 février 2026 une réunion importante de son Comité exécutif à Dar es-Salaam, en Tanzanie, sous la présidence de Patrice Motsepe. Officiellement présentée comme une session de travail ordinaire, cette rencontre doit surtout déboucher sur un durcissement du cadre juridique et disciplinaire de l'instance. Cette initiative fait suite aux graves incidents survenus lors de la finale de la CAN 2025 entre le Maroc et le Sénégal, marquée par des scènes de chaos et de violences. La CAF souhaite élargir les pouvoirs de ses organes judiciaires et instaurer des sanctions plus dissuasives pour protéger l'intégrité des compétitions. Les discussions porteront également sur les préparatifs de la CAN 2027, coorganisée par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, ainsi que sur un possible report de la CAN féminine 2026. Une conférence de presse est prévue après la réunion. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

Pour sa toute première participation, le **Stade Malien de Bamako** s'est qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions de la CAF en s'imposant 1-0 contre l'Espérance de Tunis le 8 février 2025 lors de la 5e journée. Avec 11 points, les Blancs de Bamako sont assurés de terminer premiers du groupe D.

L'Olympique de Marseille a mis fin, le 11 février 2026, aux fonctions de **Roberto De Zerbi**. Le technicien italien paie une série de résultats décevants, notamment la lourde défaite concédée dimanche face au Paris Saint-Germain lors du Classique au Parc des Princes (5-0), en clôture de la 21e journée de Ligue 1.

FATOUMATA KEÏTA ET FATOUMATA YARANANGORÉ : DEUX FEMMES À LA RENCONTRE DE LEUR DESTIN

Dans leurs ouvrages autobiographiques, Fatoumata Keïta et Fatoumata Yaranangoré retracent un parcours de résistance face aux attentes sociales. Deux récits qui placent l'éducation au cœur de l'émancipation.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Fatoumata Keïta (à gauche) et Fatoumata Yaranangoré, auteures des ouvrages "Sur les traces du destin" et "Échappée à ma destinée".

Sur les traces du Destin » et « Échappée à ma destinée », deux ouvrages signés respectivement par Fatoumata Keïta et Fatoumata Yaranangoré, retracent les parcours de ces deux Maliennes au cheminement singulier. Dans leurs livres, elles racontent leur histoire, un itinéraire semé d'obstacles mais porté par l'optimisme et la volonté d'avancer. À travers leurs récits, elles interrogent le poids des traditions familiales et sociales dans la construction du destin des femmes et le courage nécessaire pour en infléchir le cours. Fatoumata Keïta et Fatoumata Yaranangoré partagent bien plus qu'un prénom. Elles évoluent dans une société malienne ouverte sur le monde, mais profondé-

ment attachée à ses traditions. Au nom de ces normes sociales, les femmes sont souvent assignées à des rôles prédéfinis, notamment celui de femme au foyer. C'est à cette trajectoire que nos deux auteures semblaient promises. Inscrite à l'école par la volonté de ses parents, Fatoumata Keïta a failli interrompre son parcours en raison de difficultés familiales. Elle ne doit la poursuite de ses études qu'à sa détermination, à son courage et au soutien de personnes bienveillantes rencontrées en chemin. Elle s'est battue pour modifier une trajectoire qui paraissait déjà écrite. Un avenir tout aussi balisé semblait attendre Fatoumata Yaranangoré. Dans son

environnement, les filles étaient appelées à se consacrer au foyer, loin de toute ambition académique. Pourtant, elle choisit de poursuivre ses études malgré l'opposition de son père. Elle grandira sans lui, mais parviendra à obtenir ses diplômes et à s'affirmer comme entrepreneure. Pour accomplir leurs aspirations, toutes deux ont consenti des sacrifices, multiplié les efforts et refusé de renoncer à leurs rêves.

Quête d'autonomie Ce qui relie ces deux parcours, c'est la conviction profonde que l'éducation constitue une voie d'émancipation. Pour Fatoumata Keïta, aujourd'hui écrivaine et éditrice, l'objectif était clair : aller au bout de ses études, malgré l'éloignement familial, la solitude et les incertitudes. Elle s'était fixé ce cap et ne l'a jamais abandonné. De son côté, Fatoumata Yaranangoré est devenue la seule fille de sa famille à être scolarisée. Son engagement personnel lui a permis de dépasser les résistances et d'accéder à l'autonomie professionnelle. À travers « Sur les traces du Destin », roman autobiographique de 252 pages publié aux éditions Bandama, et « Échappée à ma destinée », ouvrage de 177 pages paru aux éditions Librinova, les deux auteures adressent un message de résilience et d'espoir. Elles invitent les femmes, en particulier, à croire en leurs capacités et à se donner les moyens d'atteindre leurs propres ambitions. ■

INFO PEOPLE

DOULL EN CONCERT LE 14 FÉVRIER À BAMAKO



L'artiste malien Doull se produira le 14 février 2026 à l'Esplanade du Centre international de conférences de Bamako (CICB). Cette date s'inscrit dans la dynamique des spectacles organisés à l'occasion de la Saint-Valentin, période traditionnellement marquée par une forte affluence aux événements musicaux dans la capitale. Connu pour ses performances scéniques énergiques et sa présence affirmée sur la scène urbaine malienne, Doull poursuit ainsi ses activités artistiques entamées en début d'année. Le concert devrait rassembler un public jeune et fidèle, confirmant l'animation soutenue de la scène musicale contemporaine à Bamako en ce mois de février.

NEBA SOLO ET BENEGO DIAKITÉ : UN NOUVEL ALBUM



Les musiciens maliens Neba Solo et Benego Diakité sortent le 13 février 2026 l'album A Djinn and a Hunter Went Walking sur le label Etoile Audio / Nonesuch Records. Coproduit par Nick Gold, Ousmane Haïdara et Sonny Johns, le projet réunit le balafon pentatonique et le donso n'goni, deux instruments emblématiques de traditions culturelles riches et diversifiées du Mali. Enregistré en partie dans un jardin à Bamako, l'album propose une version enrichie de voix et de percussions, ainsi qu'un second disque en duo acoustique. Le titre "Djinê Mogo Tiki" est déjà disponible, accompagné d'une vidéo live tournée dans la capitale malienne.



Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M'ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

